le toit

LES AMIS DES ENFANTS DU MONDE

N°46

N°ISSN : 0291/4344/2018/PRIX : 2,50 €

LE JOURNAL ANNUEL DES AMIS DES ENFANTS DU MONDE

Solidarité internationale : briser le cercle de la pauvreté

DOSSIER

LA PHILOSOPHIE DES AEM

TRAVAILLER AVEC DES PARTENAIRES LOCAUX

AGIR ENSEMBLE POUR LES ENFANTS

606 361 € budget 2017

67 programmes soutenus

37 partenaires locaux

13 pays d'intervention

22 223 enfants bénéficiaires directs

2 700 donateurs en France

42 années d'expérience en solidarité internationale

Le Toit N° 46

SOMMAIRE

Dossier

La Philosophie des AEM : travailler avec des partenaires locaux ..... *p. 4*

Solidarité internationale : nos programmes ..... *p. 8*

Adoption : l'accompagnement avec un grand A ..... *p. 24*

Collecte et actions ..... *p. 28*

L'année 2017 en chiffres ..... *p. 30*

Magazine Le Toit

Le journal annuel des donateurs
des Amis des Enfants du Monde
Association d'aide à l'enfance reconnue
d'utilité publique - Décret du 5 août 1992.
Siège social et secrétariat général :
9 rue Delerue 92120 Montrouge
Tél. : 01 42 53 98 16
Email : contact@amisdesenfantsdumonde.org
Ce magazine est intégralement conçu, rédigé et
mis en page par des bénévoles, merci à tous !
Directeur de la publication :
Yves BEAUCHAMP
Secrétariat de rédaction :
Karine ORANCE
Rédaction : responsables de secteurs bénévoles
des AEM, membres du bureau, du groupe
Communication et délégués.
Création graphique et mise en page :
Studio SINAÉ, Nicolas GREMAUD.
Merci à tous les photographes
et à ceux qui figurent sur les photos.

© AEM

Partenaires et solidaires

Chers amis, chers lecteurs,

Ce 46ème numéro de notre revue annuelle Le Toit aborde un aspect central de notre engagement : l'indispensable relation que nous tissons avec nos partenaires, la raison d'être et la philosophie de ce duo si particulier, que l'on ne saurait résumer seulement au couple Financeur - Opérateur.

Certes, chacun y est dans son rôle. Nous serions bien incapables d'apporter la moindre aide aux enfants sans l'intervention des partenaires qui repèrent et hiérarchisent les besoins, identifient et conçoivent les programmes et les mettent en œuvre. Et, de façon tout aussi évidente, les financements que nous rassemblons auprès de vous, auprès de l'ensemble des donateurs, ont une importance vitale pour chacun de nos partenaires et constituent une ressource indispensable pour agir.

Cependant, la relation de partenariat que nous cherchons à construire, à tisser jour après jour, procède d'une logique et d'une vision bien différentes. Il s'agit avant tout ***de faire jouer le terme de solidarité dans toutes ses déclinaisons, et dans chaque volet, chaque articulation de nos partenariats****.*

Cette solidarité veut dire à la fois le respect mutuel, la reconnaissance des compétences et des savoir-faire de chacun, la confiance dans les projets et dans les fruits qu'ils porteront. Elle veut dire aussi l'acceptation de règles communes et de leurs exigences, nécessaires pour la transparence et l'évaluation des actions, pour leurs ajustements éventuels.

La solidarité dépasse également le périmètre des AEM et de nos partenaires, puisque, en définitive, elle s'étend jusqu'à chacun des enfants, chacune des familles, chacune des communautés de vie qui sont aidés, et jusqu'à chacun des donateurs et des bénévoles qui contribuent à ces réalisations.

C'est pourquoi, pour nous, les partenariats sont bien plus que des modalités d'actions opérationnelles. ***Ils sont le cœur et l'âme de notre conception de la solidarité internationale au service des enfants, ils sont nos fondations.***

Vous serez sensibles, je le crois, à l'extrême diversité des actions et des programmes illustrés dans ces pages : éducation, l'enfant et sa famille, droits de l'enfant, santé, environnement et développement durable, adoption, pour ne citer que les principaux thèmes. Cette variété démontre à la fois l'étendue des besoins, des attentes de chaque enfant, et des réponses les plus adaptées qui leurs sont apportées. Vraiment, ***cette conception de l'aide à l'enfance n'a rien à voir avec les approches standardisées, formatées, déconnectées des réalités****, que nous évitons.*

Au mois de mai 2018, les Amis des Enfants du Monde connaîtront un temps fort de leur vie associative, avec le congrès triennal qui se tiendra à Lille. Au-delà des questions d'organisation, de renouvellement des équipes, au-delà des orientations qui résulteront de ce congrès, toute notre énergie sera consacrée à un seul objectif : articuler la générosité et l'implication des donateurs avec le dynamisme de nos équipes bénévoles, pour donner au plus grand nombre d'enfants la possibilité d'imaginer leur avenir et de s'y engager avec confiance.

Ce défi, cette responsabilité, appellent de notre part un surcroît d'imagination, d'ouverture, de curiosité et d'engagement, auquel vous êtes toutes et tous invités.

Yves BEAUCHAMP
Président des Amis des Enfants du Monde

Dossier

Rencontre avec les parents d'élèves de l'école de Yendane, très impliqués dans le fonctionnement de l'école. Mission AEM Sénégal 2018.

La Philosophie des AEM : **travailler avec des partenaires locaux**

« Ce que tu fais pour moi sans moi, alors tu le fais contre moi. »

GANDHI

Aide à l'enfance, aide au développement, action humanitaire, les AEM s'inscrivent dans le vaste paysage de la solidarité internationale : un terme à la fois auréolé de considération pour sa démarche et entaché de doutes sur le bien-fondé des actions entreprises, de la bonne utilisation des fonds. Ce dossier veut répondre à trois questions : quelle logique humanitaire défendons-nous ? Pourquoi choisissons-nous des partenaires locaux ? Comment travaillons-nous ensemble ?

Les Amis des Enfants du Monde : quelle logique humanitaire ?

De nombreuses ONG se sont spécialisées dans l'intervention sur des situations d'urgence. De leur côté, les AEM se sont orientés vers la protection des droits de l'enfant, mis en péril par différents facteurs : abandon, négligence, pauvreté... Au fil des années, cet engagement s'est traduit par une vision d'aide au développement pérenne, s'appuyant exclusivement sur le soutien à des initiatives locales. L'objectif : ne pas se substituer à la famille, à la communauté, mais renforcer les capacités et accompagner, dans la mesure de nos moyens, les projets mis en œuvre localement.

Des partenaires locaux, pourquoi ?

Face à l'élan de solidarité qui anime les membres d'une association comme les AEM, une réflexion s'impose : qui, mieux que les personnes directement concernées, peut identifier ses besoins et exprimer ses aspirations ? Comment aimerions-nous être secourus, soutenus et accompagnés dans les mêmes circonstances ?

Contrairement à certaines idées reçues, dévastatrices, comme celle de la supériorité du savoir du financeur sur celui des bénéficiaires, il est aujourd'hui notoire que l'intelligence et l'efficacité d'un projet passent par un travail concerté avec les acteurs locaux. Ces partenaires ont une connaissance du terrain que nous n'avons pas, une facilité à identifier les bénéficiaires prioritaires, poser un diagnostic plus efficace et élaborer un programme adapté au contexte local. La pertinence et l'adéquation de l'aide fournie constituent le principal avantage des partenariats locaux.

Suivi et évaluation du programme de soutien scolaire de Gramium - Mission AEM Inde 2017

Rencontre et collecte de témoignages d'acteurs et de bénéficaires des programmes - Mission AEM Sénégal 2018

Comment travaillons-nous ensemble ?

Aux AEM, nous ne sommes pas « opérateurs terrain », c'est-à-dire que nous n'avons pas d'expatriés dans les 13 pays où nous soutenons des programmes d'aide à l'enfance. D'où la nécessité de travailler avec des partenaires locaux fiables. C'est la tâche de nos équipes de délégué(e)s – une équipe de quatre à cinq bénévoles impliquée sur chaque pays – au cours de leurs missions sur le terrain d'identifier ces partenaires, d'établir avec eux un mode de partenariat qui respecte et préserve leurs cultures, développe les compétences et les savoir-faire, sans se substituer aux capacités, initiatives et services pouvant exister localement.

Travailler « main dans la main »

Pas de partenariat sans proximité. À la différence d'un bailleur de fonds, dont la relation est fondée sur un rapport financeur/financé, les AEM se considèrent comme de véritables partenaires, acteurs du devenir des bénéficiaires. Être partenaires, c'est faire vivre un programme ensemble, l'enrichir de nos échanges, de nos regards croisés, de nos expériences réciproques.

Du fait de notre soutien à différents acteurs locaux dans 13 pays, nous pouvons suggérer et échanger les pratiques de nos autres partenaires : quelle solution a été mise en place sur la même problématique dans un autre pays ? Quelle solution a été la plus efficiente à moyen et long terme ? Ainsi, nous pouvons apporter un regard global sur différentes thématiques.

C'est notamment le but de la mission annuelle de délégués bénévoles, moment incontournable dans la relation, le suivi et l'évaluation des programmes.

Nos objectifs : pérennité des projets et accès à l'autonomie

Les bénéficiaires – les enfants, leurs familles, leurs communautés – sont au cœur de notre préoccupation. L'un des principes fondamentaux qui régissent nos partenariats réside dans notre souci de pérennité des programmes, de l'accès à l'autonomie des bénéficiaires. Un programme peut être limité dans le temps dès son démarrage, par exemple s'il s'agit d'une formation professionnelle, ou d'une construction ou rénovation d'école. Il en va différemment du soutien au fonctionnement dans la durée d'un orphelinat ou d'un centre d'accueil d'enfants des rues. Notre préoccupation sera d'agir le plus possible en amont des problèmes : accompagner les parents, développer des microcrédits... Ce soutien peut, lui aussi, demander du temps et nécessiter des adaptations et des évolutions par rapport au projet initial.

LES ÉTAPES DE LA CONSTRUCTION D'UN PARTENARIAT AUX AEM

- **Identification d'un projet en conformité avec l'objet de l'association**
- **Expression des besoins par le partenaire local**
- **Échanges et établissement d'un accord commun : évolutions prévues, autonomisation possible du projet, place d'autres partenaires/ financeurs, définition de minimas de communication, informations, évaluations, missions...**
- **Établissement d'une convention annuelle**
- **Échanges réguliers – par internet - et mission annuelle d'audit et de suivi. Le partenariat s'étale sur toute l'année et pas uniquement au moment de « rendre des comptes ».**

QUELQUES IDÉES QUE NOUS COMBATTONS

- **La supériorité de la main qui donne sur celle qui reçoit**
- **La supériorité du savoir et des compétences de l'expatrié occidental sur ceux des « locaux »**
- **Le droit du financeur à imposer des objectifs**
- **La mesure de l'adéquation d'un projet à ses seuls résultats comptables ou matériels.**

Village Pilote, ou le début d'un nouveau partenariat au Sénégal

Loïc TRÉGUY (à droite), et un éducateur (au milieu) avec des jeunes de Dakar lors d'une maraude[1].

Démarrer un nouveau partenariat est toujours un événement marquant aux AEM. Aujourd'hui, nous nous engageons aux côtés de Village Pilote, une ONG franco-sénégalaise créée en 1993.

Son objectif : endiguer la problématique des enfants des rues, où de nombreux jeunes « talibés » [2] fuient les conditions de vie trop dures imposées par certains marabouts exploiteurs. Loïc TRÉGUY, cofondateur de Village Pilote, nous livre sa vision de ce nouveau partenariat.

Comment ce partenariat s'est-il mis en place, sur quelles bases ?

« LT : Nous proposons à nos visiteurs de partager ce que nous vivons. Vous l'avez fait. Vous êtes venus une première fois. Vous avez observé notre travail avec discrétion, en prenant le temps. Puis vous êtes revenus et avez participé à une maraude. Je ne poursuis pas un partenariat avec les gens qui ont un schéma préétabli. Le partenariat est d'abord fondé sur une estime. C'est le lien social qui nous intéresse plus que l'argent. Et en tant que témoins, vous participez à la socialisation des jeunes. Il faut qu'ils soient en contact avec des personnes extérieures, qu'ils se sentent impliqués et ne se comportent pas en consommateurs. »

Que représente pour vous ce partenariat avec les AEM ?

« Loïc TRÉGUY : « C'est génial que vous participiez à nos frais de fonctionnement, que les AEM mettent ainsi au cœur du partenariat le capital humain ! Ce qui reste dans la mémoire des jeunes, ce sont les éducateurs rencontrés ! Village Pilote a beaucoup de personnel et peu de moyens. On nous donne du matériel, mais les gamins ne le "mangent" pas... ! Nos éducateurs acceptent des arriérés de salaires par attachement aux jeunes, mais ils ont besoin d'une stabilité d'emploi pour leur apporter tout ce qu'ils peuvent. Ils ne recherchent pas le confort matériel mais la sécurité car ils ont leur famille à nourrir. »

Quelle est votre vision d'un partenariat réussi ?

« LT : La qualité de la relation : il faut que ce soit un enrichissement mutuel. Nous ne devons pas aborder le partenariat de notre seul point de vue ; le futur partenaire doit avoir la latitude d'exprimer sa vision des choses et de s'enrichir en accompagnant ce projet. Autre point important, la durée : on ne fait pas de développement au lance-pierre. Si l'on n'est pas dans l'essor d'une relation durable, on fait du "one-shot"... L'éducation au développement va dans les deux sens. Chacun a des compétences à donner. Un jour peut-être, serons-nous financièrement autonomes, et vous viendrez chez nous pour des missions de compétences. »

(1) Maraude : présence informelle de travailleurs sociaux auprès de personnes vivant dans la rue afin de leur venir en aide. (2) Talibé : élève d'une école coranique.

© AEM Éthiopie

67 programmes
soutenus par les AEM

Tout enfant, même le plus démuni, a droit à un avenir.
La vocation des Amis des Enfants du Monde est d'accompagner le développement global des enfants, les aider à grandir et contribuer à leur éducation. Notre attention se porte sur l'enfant, ses besoins particuliers, son contexte de vie, les conditions de son développement, et ce aussi bien sur le plan matériel, éducatif, sanitaire, social, que psychologique et culturel.

Nos 37 partenaires locaux déploient des programmes autour des thématiques suivantes :

ÉDUCATION

45 % du budget

Pré-scolaire
Primaire
Secondaire
Soutien scolaire
Internat scolaire
Formation professionnelle
Enseignement supérieur
Enseignement alternatif

→ **p.10 à 13**

ENFANCE ET FAMILLE

29 % du budget

Microcrédit
Accompagnement familial
Enfants des rues
Famille d'accueil
Soutien aux minorités discriminées
Hébergement pour enfants ou adolescents délaissés ou orphelins
Relation mère / enfant

→ **p.14 à 17**

DROITS DE L'ENFANT

20 % du budget

Associations d'enfants
Défense des droits fondamentaux
Égalité filles / garçons
Défense des droits de l'enfant
Autonomisation des filles / femmes

→ **p.18 à 19**

SANTÉ ET ALIMENTATION

5 % du budget

Centre de récupération nutritionnelle
Centre de soins
Santé scolaire
Soutien aux enfants handicapés

→ **p. 20 à 21**

ENFANCE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

1 % du budget

Développement rural intégré
Développement durable

→ **p.22 à 23**

606 361 €

En 2017, nous avons pu financer ces programmes à hauteur de 606 361 €, grâce à vos dons, parrainages, mécénats et collectes.

Améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement primaire

Dans les pays à forte démographie où les Amis des Enfants du Monde interviennent, les gouvernements ont des difficultés pour faire face au flot de jeunes à scolariser. Le système public n'y parvient pas. Des ONG locales proposent des scolarités privées ou semi-privées, impliquant souvent une association de parents. Les AEM soutiennent des programmes pour scolariser les plus démunis et tenter ainsi de rompre le cycle de la pauvreté.

Une éducation de qualité donnera en effet plus de possibilités aux enfants d'accéder aux emplois qualifiés, mieux rémunérés et stables à l'âge adulte. Ce processus est d'autant plus efficace sur les apprenants de première génération pour briser le cycle intergénérationnel des disparités. C'est au cours de la petite enfance et de l'enseignement primaire que les enfants acquièrent les compétences fondamentales pour leur avenir. D'après l'Unicef, « les enfants qui n'ont pas accès à une éducation de qualité sont plus vulnérables à la maltraitance, à l'exploitation et aux maladies ».

Nos partenaires travaillent donc sur **l'accès à la scolarité** : pour les plus pauvres, pour les plus éloignés (régions montagneuses, isolées), pour les populations discriminées (filles, enfants en situation de handicap, dialectes minoritaires, sous-castes en Inde...) pour les enfants sans existence légale, pour les enfants qui travaillent pour subvenir aux besoins de leur famille, pour les enfants qui ont accumulé trop de retard scolaire...

L'accent est également mis sur **les bonnes conditions d'accueil** (infrastructures, accès à l'électricité, effectifs, sanitaires et cantines) et **la qualité de l'enseignement lui-même** (formation, rémunération, efficacité des enseignants...).

CHIFFRES CLÉS

D'après le rapport « L'égalité des chances pour chaque enfant », publié en 2016 par l'UNICEF, si la tendance des 15 dernières années se poursuit sur les 15 prochaines, ce seront **60 millions d'enfants** en âge de fréquenter l'école primaire qui ne seront pas scolarisés dans le monde d'ici 2030.

D'après le même rapport, dans le monde, **plus d'un tiers des enfants** en âge d'aller à l'école primaire – soit 250 millions d'enfants– ne maîtriseraient pas les bases de la lecture, de l'écriture et du calcul.

Une école surtout pour les garçons ! En Inde, la durée moyenne de la scolarité **pour les filles est de 4 ans et 8 mois, et de 8 ans et 2 mois pour les garçons** ! (Association Écoles du Monde- 2015)

Ce jeune garçon peut se rendre en classe grâce à l'action de Koloaïna qui lui a permis d'obtenir son acte de naissance (« Kopia » en malgache), document indispensable pour s'inscrire dans une école.

Naranjito : L'école de toute une communauté

Les communautés de la région des montagnes sèches au Honduras sont particulièrement isolées et pauvres. C'est avec ACPH, ONG hondurienne partenaire des AEM, que l'école Naranjito a été construite pour permettre la scolarisation de 39 enfants de ce petit village, 22 filles et 17 garçons. Cet investissement fait partie d'un projet plus global de sensibilisation des communautés locales à l'importance de recevoir une éducation scolaire pour les garçons et les filles. Félix, président actif de ACPH, souhaite intégrer la culture de la communauté au programme scolaire des populations indiennes isolées. La construction d'écoles de village et la prise en compte de leur utilité par l'ensemble des villageois a permis à ce projet d'aboutir et à d'autres projets d'émerger.

Les enfants de ces villages pourront ainsi intégrer des connaissances générales et technologiques, tout en recevant une éducation dans le respect des connaissances traditionnelles et culturelles de leur communauté.

Au Vietnam, l'école de Binh An, dans une banlieue pauvre d'Ho Chi Minh Ville, accueille 210 enfants exclus du système scolaire publique.

Les bourses scolaires : un moyen d'accès à la scolarité

L'école est officiellement gratuite et obligatoire au Vietnam. Pourtant la scolarisation des enfants provenant de familles pauvres est compliquée. Souvent sans papiers et issus de familles précaires et illettrées, ils ont rarement les ressources suffisantes pour assumer les frais de scolarité. De nombreux enfants aident leurs parents dans leur travail ou sont obligés de travailler en dehors du cercle familial afin de ramener un salaire supplémentaire. Aller à l'école les prive de cet apport financier et engendre des frais annexes difficilement soutenables pour les familles : fournitures scolaires, coût des repas pris à l'école et cours de soutien, soit environ 4 500 000 VND/an (180 €/an) en primaire.

Notre partenaire Thao Dan accompagne les familles dans leurs démarches administratives d'état civil et les soutient en finançant des bourses scolaires. Les éducateurs mènent une enquête sociale auprès de la famille, puis un suivi de la situation sociale et financière par des visites à domicile régulières. Une fois l'enfant scolarisé, ils suivent avec attention ses notes et son assiduité.

En 2018, Les AEM financeront les bourses pour 60 enfants de tous niveaux.

Aux Philippines, ERDA soutient un programme éducatif qui vise à lutter contre le travail des enfants dans les rizières, en attribuant des bourses qui s'élèvent à 23 € par enfant, dont 8 € pour les fournitures (sacs, cahiers, stylos...) et 12 € pour les deux uniformes nécessaires. Dans les écoles publiques, les livres sont fournis.

Au Liban, l'école publique ne parvient pas à garantir une éducation satisfaisante pour tous : trop d'élèves, des enseignants mal formés, peu payés, une violence omniprésente. En réglant les frais d'écoles semi-privées, Libami permet aux enfants défavorisés de sortir de la spirale de l'échec.

Avec

33 €

un enfant haïtien est scolarisé pour une année

Pour

10 € par mois

un enfant éthiopien est scolarisé, uniforme compris.

Plus de soutien éducatif pour les enfants les plus défavorisés

Les besoins spécifiques des enfants qui entrent dans le système éducatif avec des « pénalités » liées à la pauvreté, au genre, au handicap ou à l'origine ethnique sont loin d'être pris en compte. Au-delà du financement, se pose la question de l'orientation des moyens vers ceux qui en ont le plus besoin… Afin d'aider les enfants issus des groupes pauvres et marginalisés à surmonter leur handicap de départ, nos partenaires élaborent des programmes d'éducation alternative ou complémentaire pour les soutenir et améliorer considérablement leur parcours scolaire.

Les ONG locales savent créer des programmes adaptés pour ramener ces enfants dans le système scolaire classique afin de leur permettre de passer les examens officiels et d'accéder aux études supérieures.

Les programmes d'éducation alternative sont divers :

- **les soutiens scolaires gratuits du soir**, du week-end ou pendant les vacances, en recrutant dans la communauté locale des enseignants bénévoles pour dispenser des cours supplémentaires ;
- **les classes de socialisation**, pour les enfants en rupture avec les adultes, que des éducateurs vont tenter de ramener dans un parcours scolaire classique ;
- **les classes de mise à niveau et de découverte de l'école**, qui dispensent des cours de base (écriture, lecture et calcul) aux enfants afin qu'ils puissent « se débrouiller » dans la vie. Des passerelles vers l'école publique pour ceux qui ont un bon niveau et des papiers d'identité, ou vers des formations professionnelles courtes ;
- **des écoles maternelles communautaires** pour l'éveil des plus petits avec un enseignant formé, afin d'améliorer leur réussite scolaire future et leur intégration dans la société ;
- **des méthodes différentes pour atteindre les enfants isolés** grâce à des moyens de communication innovants : internet, radio, ordinateurs…

Aux Philippines, les « Junior educators », adolescent(e)s bénéficiaires ERDA, sont formé(e)s à la prise de parole en public et à l'animation pédagogique, afin de faire du soutien scolaire auprès des enfants de leur quartier : mathématiques, contes, gestion d'un budget, sensibilisation aux droits de l'enfant, etc.

CHIFFRES CLÉS

En Inde, dès l'âge de 11 ans, les filles des familles les plus pauvres dont les parents n'ont pas été instruits, ont **six fois moins de chances** d'acquérir des compétences de base en lecture et en mathématiques que les garçons et les filles issus des familles les plus riches et ayant des parents éduqués (d'après le rapport sur la situation des enfants dans le monde de l'UNICEF France).

Dans les pays à faible revenu, les enfants des 10 % les plus riches de la population bénéficient d'environ **46 % des dépenses publiques d'éducation** (UNICEF- 2016).

Rendre possible le retour à l'école pour les enfants des rues

Les centres d'accueil temporaire de l'ONG cambodgienne KROUSAR THMEY accueillent les enfants des rues pour améliorer leurs conditions de vie, trouver une solution à long terme en privilégiant la réintégration familiale et le retour à l'école. Une cinquantaine d'enfants est en permanence au centre Chamkar Morn (Phnom Penh). À son arrivée, un enfant passe des tests afin d'être orienté vers le bon niveau d'enseignement. En parallèle, les travailleurs sociaux suivent son parcours et son évolution. Afin de redonner des repères aux enfants, les journées sont rythmées par un programme fixe : toilette, petit-déjeuner et sensibilisation à l'hygiène pour commencer ; puis les cours dès 8 h : khmer, mathématiques, littérature, éducation civique. La journée se termine à la bibliothèque et le coucher est à 21 h 30. Des activités manuelles, culturelles et sportives agrémentent le quotidien et les célébrations des grandes fêtes khmères rythment la vie du centre.

Les enfants sont accompagnés psychologiquement pour parler de leur passé, les encourager à échanger sur leurs expériences de vie, leurs difficultés. Une fois rentrés chez eux, les éducateurs leur rendent visite mensuellement, s'assurent que l'enfant reste scolarisé et accompagnent la famille socialement et financièrement.

En 2016 : 11 enfants qui étaient accueillis à Chamkar Morn ont pu réintégrer leurs familles ; 236 enfants ont été suivis et soutenus par Krousar Thmey. L'école fait désormais partie de leur quotidien.

Des « écoles créatives » d'anglais et d'informatique en Inde du sud

GRAMIUM, ONG de développement rural de la région Kulithalai, met en place des initiatives innovantes pour répondre aux besoins des enfants des villages des sous-castes, Intouchables ou Tribus. En 2015, 5 écoles créatives ont vu le jour, elles seront 8 en 2018. Elles sont dédiées à l'apprentissage de l'anglais et de l'informatique, des matières que les petits villageois n'ont aucune chance d'aborder lors de leur cursus dans les écoles publiques rurales. Ces cours ont été initiés à la demande des parents, relayée par les groupes d'entraide de femmes, les « Self Help Groups », soutenus et coordonnés par GRAMIUM. Ces classes fonctionnent au cœur des villages, les week-ends et jours fériés, grâce à un système solidaire : des ordinateurs d'occasion ont été fournis par GRAMIUM et d'autres mécènes, les locaux sont prêtés par des villageois (une terrasse abritée ou une pièce de la maison) qui payent aussi l'électricité. Les enseignantes sont issues de ces villages et de ces communautés ; certaines enseignent bénévolement.

MAESTRO EN CASA
Des cours à la radio !

Le « basico », le collège au Honduras, est inaccessible pour les enfants des communautés indiennes des montagnes. Aller en ville est dangereux pour eux, et le risque d'être recruté par les gangs est important. Mais, ils ont désormais la possibilité de suivre les cours par une émission de radio quotidienne (du primaire au bac). Des bilans réguliers sont assurés grâce à la visite d'un enseignant le samedi et le dimanche matin.

—

- En 2017, 14 jeunes ont obtenu leur passage à un grade supérieur sur les 28 qui ont suivi ce programme.
- 60 élèves le suivront en 2018.
- L'instituteur, lui-même, a bénéficié dans sa jeunesse de cet enseignement reconnu.

ALS (Alternative Learning System): programme de remise à niveau

Aux Philippines, l'ALS est un programme qui remet à niveau, sur 10 mois, les jeunes qui ont abandonné l'école du fait de leur pauvreté. Hannah, 16 ans, est la troisième d'une famille de cinq enfants. Le fils aîné qui faisait vivre la famille est mort assassiné. Hannah a donc dû quitter l'école à 14 ans pour subvenir aux besoins familiaux. L'ALS lui a permis de reprendre ses études. Elle rêve de devenir « businesswoman » dans la mode, et précise : « Je veux fournir du travail à d'autres personnes ».

118 € par élève

C'est le coût annuel du programme Maestro en casa.

Lien mère-enfant, un duo à préserver

Selon ONU Femmes, les mères, du fait de la nature de leur relation à l'enfant, jouent un rôle primordial dans le développement rural et le recul de la pauvreté. Sans occulter le rôle du père, il leur revient de prendre soin des enfants et de leur transmettre ce qui constituera leur culture de référence. Mais dans les pays en développement, les mères, souvent très jeunes et peu éduquées, sont démunies face à cette tâche. La construction du lien mère-enfant constitue un axe de travail majeur pour certains de nos partenaires.

AMOUR MATERNEL INNÉ OU LIEN À CONSTRUIRE ?

La notion d'amour maternel inné a longtemps innervé notre culture. On lui préfère aujourd'hui celle de lien mère-enfant, lien qui se construit petit à petit à travers toutes les expériences que la mère va vivre avec son bébé : soins, parole, regards, caresses, jeux, émotions... Les deux premières années sont fondatrices : c'est la période où se fait l'apprentissage de l'enfant, par l'observation et l'imitation de sa mère. C'est aussi cette relation qui va permettre à l'enfant de se sentir exister, en étant respecté, protégé, sécurisé.

Protéger les mères, c'est aussi protéger les enfants. En les sensibilisant aux besoins de leur enfant dès le plus jeune âge, on aide au renforcement du lien d'attachement, si important pour le bon développement de l'enfant. DIDEC - Mission Sénégal 2018

L'histoire de la mère, selon qu'elle-même a été accueillie et aimée, éduquée ou non, intervient fortement dans la construction de ce lien. Les filles aînées de familles nombreuses, souvent mises à contribution pour élever la fratrie, assument un rôle qui ne leur revient pas, se voyant ainsi privées de leur part d'enfance et de la capacité ultérieure à créer un lien épanouissant avec leur propre enfant. On constate également que les mères instruites seront davantage aptes à scolariser leurs enfants.

Les ateliers animés par nos partenaires - notamment à Madagascar et aux Philippines - prennent en compte tous ces éléments, permettant aux mères d'acquérir les comportements importants pour leur bébé et les sensibilisant aux besoins de leurs enfants dans les domaines du langage, de l'affection, du jeu. Ces ateliers créent en outre un lieu d'échange entre les mamans.

CHIFFRES CLÉS

1 enfant sur 3 (200 millions dans le monde) ne réalise pas tout son potentiel physique, cognitif, psychologique et/ou socio-émotionnel en raison de la pauvreté, d'une mauvaise santé, mauvaise alimentation, d'une insuffisance de soins et de stimulation, et d'autres facteurs de risque pour le développement du jeune enfant.

2,5 millions d'adolescentes de moins de 16 ans donnent naissance à un enfant.

Le risque de mortalité maternelle est **2,7 fois plus élevé** parmi les femmes sans instruction.

Dans les pays en développement, les enfants nourris au sein ont une probabilité **au moins six fois plus élevée** de survivre que ceux qui ne sont pas allaités.

(Source : UNICEF - 2016)

Témoignage terrain : un atelier « parentalité » au cœur du bidonville

Aux Philippines, l'équipe d'EnFaNCE (Encourage Families in Need and Care for Education) privilégie des ateliers individuels. Sur le terrain, nous assistons à un atelier « parentalité », à l'étage d'une cabane du bidonville de Katuparan.

La propriétaire est une maman de quatre enfants. Une autre maman nous rejoint avec deux enfants. L'atelier se déroule autour de la réalisation d'un moulin à vent : les enfants colorient les moulins que les mères ont appris à plier. Une des mamans paraît participer aux travaux pour elle-même, sans être à l'écoute des demandes d'aide de ses enfants.

Puis l'atelier est consacré au contact physique : les enfants doivent fermer les yeux et faire un câlin à leur maman. La travailleuse sociale leur chante une chanson. Une des filles garde son bras autour du cou de sa mère sans que celle-ci soit réceptive. Dès que son bébé pleure, elle le tend à l'aînée qui agit comme une petite maman.

À l'issue de l'atelier, cette maman explique qu'elle n'attend pas ses enfants pour manger lorsqu'elle a faim, alors que chez l'autre maman, on mange toujours en famille. Elle s'est alors rendu compte, en douceur, que d'autres liens peuvent exister. La route est longue pour permettre à chaque enfant d'occuper une place harmonieuse dans sa famille. Mais avec cet atelier, EnFaNCE œuvre à chercher cet équilibre.

> *« S'il est une catégorie de personnes qui a un rôle essentiel en matière de développement et dont on parle trop peu, ce sont bien les mères. »*

N. Fouquet, Chargé de Mission Éducation au Service d'Entraide et de Liaison (SEL) France

KOZAMA : des Ateliers Mère-Enfant pour agir contre la pauvreté à Madagascar

Dans un contexte de violences familiales, de précarité économique, l'accompagnement des mères contribue durablement à renforcer le lien d'attachement. Un accueil préliminaire pour mettre en confiance les mamans. Un temps pour le bain, de façon à favoriser la relation par le toucher, le contact visuel, le dialogue avec le bébé, le massage pour le relaxer. Puis les activités ludiques, avec l'expérience des couleurs, des sonorités, comme moyen pour l'enfant d'intégrer le monde qui l'entoure. Les mamans sont incitées à fabriquer des jouets (hochets, mobiles, livres en tissus). La séance se finit par des chansons accompagnées à la guitare. Les animateurs, attentifs aux gestes des mamans, les soutiennent par leurs conseils et leur bienveillance, posant ainsi les bases d'une relation sereine et sécurisante. Dans ce cadre, elles reprennent confiance, retissent du lien social entre elles et avec leur enfant.

Des microcrédits pour créer une activité génératrice de revenus réguliers pour les mamans

En Éthiopie, chaque crédit est de 5 000 birrs (200 €), les projets soutenus concernent de petits commerces : café, élevage de poulets. Les bénéficiaires remboursent mensuellement ce prêt sans intérêt. Depuis ses débuts en 2012, ce programme des services sociaux éthiopiens a impacté positivement les conditions de vie de 500 enfants auprès de leur mère et a permis leur scolarisation.

Ethenesh Takede, mère de 4 enfants, a ouvert son coffee shop. Le microcrédit lui permet de louer un petit local dans lequel elle vit et travaille avec sa sœur. Elle a également pu acheter un frigo, afin de vendre des bouteilles d'eau fraîche. Elle a suivi une formation de gestion en accompagnement du crédit.

Permettre aux familles monoparentales de survivre et de scolariser leurs enfants

Maria, la directrice de La Garderie Casa de Maria, au Honduras, témoigne : « Le milieu familial est très précaire pour la trentaine d'enfants de la garderie. Le lundi, certains arrivent affamés, d'autres malades ; le médecin bénévole fournit médicaments ou ordonnances, ce qui diminue les frais de santé pour les mères. Les plus grands viennent parfois après l'école prendre un repas en attendant leur mère. Je pense que la Garderie permet de lutter contre la malnutrition et de préserver la cellule familiale de l'abandon. »

Enfants des rues, enfants à protéger

Ils seraient 120 millions d'enfants dans le monde à vivre dans la rue. Âgés de 4 à 15 ans, totalement coupés de leur famille ou vivant dans la rue seulement le jour, ils survivent dans un univers parallèle à la société, sans aucun repère éducatif et à la merci de tous les dangers. De la prévention à l'accueil et à la réinsertion, les partenaires des AEM s'adaptent en permanence à de nouvelles situations. Point commun : les enfants sont acteurs de leur propre devenir.

ENFANTS DES RUES, ENFANTS DANS LA RUE ?

Plusieurs réalités se cachent derrière ces termes. Il peut s'agir d'enfants vivant seuls dans la rue jour et nuit, orphelins ou en rupture familiale ; d'enfants travaillant dans la rue mais ayant un foyer ; d'enfants séjournant dans des lieux d'accueil de façon intermittente... Ils sont souvent issus de familles nombreuses rurales attirées par la ville et ses hypothétiques ressources.

Pour nos partenaires locaux, un long travail préliminaire d'identification de la situation des enfants précède la mise en œuvre d'une démarche adaptée. Maraudes[1] des éducateurs, observation et écoute, patiente instauration d'un dialogue, précèdent la construction d'une relation de confiance et d'un projet avec l'enfant. La priorité : tenter de renouer avec sa famille et sa communauté, accompagner sa réinsertion familiale chaque fois que cela est possible après un temps de restructuration, d'accès à la scolarité ou à une formation, et de réintégration sociale.

En l'absence de solution familiale, et selon leurs besoins spécifiques – âge, état de santé...- les enfants seront accueillis dans des foyers à caractère familial. Quelle que soit la solution adoptée, rien ne peut se faire sans le consentement et la participation active de l'enfant.

CHIFFRES CLÉS

Bien que les enfants des rues ne soient pas recensés, on estime qu'ils seraient **120 millions** : 30 millions en Afrique, 30 millions en Asie et 60 millions en Amérique latine.
10 % seraient des filles.
50 % des adolescents migrants entre 15 et 17 ans ont migré sans leurs parents.
Source : UNICEF

Au Sénégal : lors d'une maraude, appelée aussi « écoute mobile » par Village Pilote, des jeunes viennent se faire soigner et s'inscrivent auprès de l'éducateur

(1) Maraude : présence informelle de travailleurs sociaux auprès de personnes vivant dans la rue afin de leur venir en aide.

Retrouver une structuration affective, être scolarisé et réinséré socialement

En Éthiopie, beaucoup d'enfants orphelins ou en rupture familiale de tous âges sont à la rue. Livrés à eux-mêmes, ils perdent tout espoir d'avenir, leur situation sanitaire et psychologique très précaire les met en danger. À Kemissé, au sein des « Kébélé » (sous-division administrative, équivalente à un quartier ou à une commune rurale), les travailleurs sociaux proches de la population, identifient les enfants des rues en situation extrême. Ils sont confiés et pris en charge par un grand-parent, une tante, un oncle ou une famille d'accueil. L'équipe de suivi sait qu'en intervenant rapidement sur chaque cas, l'enfant retrouve plus facilement ses repères. L'allocation familiale est versée par les services sociaux et les familles sont suivies. Les résultats scolaires offrent un bilan très positif. Le budget de 12 800 € en 2018 permet de suivre 53 enfants en soutenant les familles et une partie des salaires des travailleurs sociaux sur le terrain.

Rester dans la rue ou intégrer la structure Village Pilote (VP) du Lac Rose ?

Le choix n'est pas simple pour les jeunes Sénégalais avec qui l'équipe de VP tisse de vrais liens de confiance, à travers un accompagnement régulier. La maraude commence pour les éducateurs et l'infirmier de VP. Premier point de rencontre, le terre-plein au milieu d'un échangeur autoroutier ; dès leur arrivée, ils sont encerclés par le groupe. Quelques blessures à soigner, rien de grave ; ce soir-là, pas de choc violent dans une bagarre, ni de cas de forte diarrhée. Deux enfants d'une douzaine d'années demandent à rejoindre VP. Les voici bientôt installés à l'arrière du véhicule. Au point suivant, dans un terrain vague, une vingtaine d'ados sont assis autour d'un feu où cuit du riz. Cheikh, l'un des éducateurs, tente une fois de plus de convaincre un jeune qu'il suit depuis l'enfance de quitter la rue, sans succès. Le garçon est persuadé qu'il ne pourra pas supporter le cadre ; or, plus que deux ans pour se décider avant d'avoir atteint l'âge limite... Cheikh ne perd pas espoir.

Samat, Arun et Arnel : 3 histoires, 3 parcours

Cambodge : retrouver des familles

Les situations des enfants accueillis par nos partenaires cambodgiens sont souvent complexes et la recherche de leur famille n'est pas aisée. Les enfants en bas âge ne sont pas toujours capables de dire leur nom, où ils habitent, où ils ont perdu leur(s) parent(s)... L'enquête menée par les éducateurs est longue mais ils sont persévérants. Tout enfant recueilli est signalé au ministère des Affaires Sociales. Les parents qui recherchent leurs enfants peuvent s'y référer.

Samat, 10 ans en 2014, quand il a été confié par les affaires sociales à l'association Damnok Toek, ayant perdu ses parents dans Phnom Penh. En 2017, nous avons appris qu'il avait retrouvé son père.

Abandonné très jeune et déscolarisé, Arun a survécu dans les rues de Trichy (sud de l'Inde), grâce à un peu de nourriture gagnée auprès d'un conducteur de tuk-tuk. Signalé par des témoins, il a été confié à 12 ans à l'ONG VOICE Trust, partenaire des AEM depuis 2007. Triste et taciturne à son arrivée, Arun, 15 ans aujourd'hui, a retrouvé peu à peu confiance en lui et repris le chemin de l'école.

En 2016, nous avions rencontré Arnel, 24 ans, qui vivait depuis ses 15 ans à Tuklasan (Maison d'accueil pour enfants des rues à Manille, Philippines), après avoir connu des années dans la rue. À la fermeture du centre, il a été hébergé par ERDA, le temps qu'il trouve un travail. Aujourd'hui, Arnel est « Junior Educator » : après avoir été formé par ERDA, il veut à son tour transmettre des connaissances aux enfants qui ne peuvent pas étudier à cause de leurs conditions de vie.

Par respect de la vie privée, les prénoms des enfants ont été changés.

Quand les enfants défendent leurs droits...

20 Novembre 1989 : avec la ratification par 195 États de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE), « l'enfant devient un être à part entière, perçu dans sa globalité et à travers tous les aspects de sa vie. Il n'est plus seulement [...] la possession de ses parents ou de l'État, mais le sujet de ses propres droits. » (UNICEF). Près de 30 ans plus tard, si l'on doit de nombreux progrès à la CIDE, ces droits sont bafoués pour des millions d'enfants. Une priorité désormais pour nos partenaires : la participation de l'enfant à la défense de ses propres droits.

EN PRÈS DE 30 ANS, DES PROGRÈS ENCOURAGEANTS...

- La scolarisation des jeunes enfants a progressé de plus de 30 % dans le monde,
- Le nombre d'enfants et d'adolescents de moins de 17 ans qui travaillent a diminué de près d'un tiers.

MAIS ENCORE DES MILLIONS D'ENFANTS VOIENT LEURS DROITS BAFOUÉS

- 58 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ne sont pas scolarisés.
- Un quart des tout-petits présente un retard de croissance lié à une malnutrition chronique.
- Dans le monde entier, des enfants sont victimes d'abandons, d'abus, de négligences et de maltraitances physiques, psychologiques, morales.

ÉCOUTER ET IMPLIQUER LES ENFANTS EUX-MÊMES

Le Comité de défense de la CIDE reconnaît l'importance d'informer les enfants de leurs droits et des moyens de les faire respecter. Il prône la promotion d'associations d'enfants, la mise en place de programmes participatifs, les parlements de jeunes et autres plateformes promouvant leur participation effective.

Nos partenaires s'y emploient activement : au Liban, en Inde, au Vietnam, aux Philippines... les associations d'enfants fleurissent, ils y apprennent leurs droits, sont formés à la communication, à la gestion financière, à la santé reproductive... vont jusqu'à être présents dans certaines commissions gouvernementales de lutte contre la pauvreté.

CONVENTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT

- J'ai le droit d'avoir un nom et une nationalité.
- J'ai le droit d'avoir une alimentation suffisante et équilibrée.
- J'ai le droit d'être protégé des maladies et d'être soigné.
- J'ai le droit d'aller à l'école.
- J'ai le droit d'être protégé de la violence et de l'exploitation.
- J'ai le droit de ne pas faire la guerre, ni de la subir.
- J'ai le droit d'avoir un refuge, d'être secouru.
- J'ai le droit d'avoir une famille, d'être entouré et aimé.
- J'ai le droit de jouer, danser, chanter.
- J'ai le droit à la liberté de pensée et de religion.
- J'ai le droit d'être écouté des adultes et de leur dire « non ».

Les adultes doivent respecter et garantir les droits des enfants.

Au sud Liban, pendant la classe du club de lecture, les enfants prennent la parole à propos de leurs droits. Cette école publique accueille des enfants libanais et syriens, de toute confession.

Connaître ses droits pour mieux grandir

Au Liban, Libami se charge d'accueillir des enfants marqués par la vie (guerre, violence parentale ou scolaire, malnutrition...) dont les droits fondamentaux ont été bafoués.

Chaque samedi matin, des anciens de Libami, devenus adultes, animent des ateliers à destination des enfants et des jeunes filles. Divers sujets sont évoqués comme le droit à l'éducation, le respect de leur corps, le refus de la violence scolaire... Cette matinée d'échanges et de partage les sort de la rue et de leur quotidien. Ils ont le droit, durant quelques heures, de redevenir des enfants.

Au centre d'accueil de VOICE Trust en Inde, les enfants hébergés sont informés sur leurs droits, en particulier pour les protéger des abus sexuels. Des messages simples et accessibles aux plus petits, sous forme de pictogrammes, sont affichés dans la salle principale du centre.

Focus

Des « anciens » sortis de la rue servent de relais pour les plus jeunes...

Au Vietnam, soutenir des projets envers les enfants vivant dans la rue nécessite une organisation complexe, comprenant une équipe d'éducateurs chargés d'approcher et d'apprivoiser les enfants.

L'organisation Thao Dan est l'illustration à Ho Chi Minh Ville de ce travail où le temps le plus délicat est bien « le premier contact avec l'enfant » dans son milieu de vie : la rue. Aussi les éducateurs ont eu l'idée de faire appel aux jeunes qui ont été aidés auparavant par l'association. Ces jeunes « relais » suivent des formations avec les éducateurs pour parler aux enfants des rues des risques d'abus et/ou de maltraitance, leur enseigner des bases d'hygiène et de prévention des blessures, qui sont fréquentes...

Pour les enfants encore dans la rue, ils sont la preuve vivante que leur condition peut changer si on leur en donne la possibilité et les moyens.

Inde : développer le « leadership » des jeunes

« Nous cherchons à développer de vrais leaders parmi les jeunes de ces populations discriminées. Nous les formons pour qu'ils apprennent à travailler en équipe, sur des projets participatifs et nous développons leur "leadership". Nous encourageons les jeunes filles et nous les aidons à prendre la parole. »

M. GOVINDARAJU, directeur de SEVAI, a une motivation sans faille pour mener à bien ses projets d'éducation et d'aide au développement des plus pauvres.

Philippines : des enfants dénoncent le travail des enfants

« Sugar is sweeter without Child Labor » : c'est le logo fièrement arboré sur les tee-shirts des jeunes bénévoles d'ONG de défense des droits de l'enfant dans les champs de canne à sucre des Philippines. Traduction : « Le sucre est plus doux sans le travail des enfants ».

La faim dans le monde se répercute sur la santé des enfants

La faim dans le monde… après une longue période de recul de 2000 à 2016, elle progresse à nouveau en 2017 avec 38 millions de personnes de plus qu'en 2016. La santé des enfants est gravement affectée : les carences nutritionnelles, la mauvaise qualité de l'eau, la déficience des assainissements provoquent chez eux de graves retards de croissance, impactant leur développement global et scolaire. Les AEM sont engagés auprès de centres de récupération nutritionnelle qui interviennent auprès de plus de 2 400 enfants en bas âge.

Les nombreux progrès accomplis à tous les niveaux – local, national, global – qui avaient permis de réduire le niveau global de la faim de 27 % depuis l'an 2000, se voient anéantis du fait d'une forte progression du nombre de personnes souffrant de faim chronique ou de crises alimentaires sévères, parfois même de famines. En cause, les conditions géographiques et climatiques, mais surtout l'explosion et l'intensification du nombre de conflits sur la planète qui génèrent des inégalités alarmantes.

> ***« Bien qu'il y ait suffisamment de nourriture produite au niveau mondial, la faim persiste – étant en grande partie le résultat d'inégalités variées et sévères. »***
>
> GHI : Indice de la Faim dans le Monde 2017

En outre, parmi les inégalités génératrices de malnutrition des enfants, l'inégalité de genre est largement reconnue comme responsable de malnutrition chronique liée au manque de pouvoir des femmes dans le ménage ou la société. « Ce sont les personnes ou les groupes avec le plus faible pouvoir social, économique ou politique qui souffrent le plus de la faim ou de la malnutrition. » (GHI 2017)

Dans les pays où ils travaillent, nos partenaires font face à un contexte complexe, du fait non seulement des problèmes climatiques qui les frappent mais des fortes inégalités dont souffrent les familles. Si leur autonomie reste au cœur des préoccupations, pour les enfants, l'école est souvent le lieu qui permet d'avoir au moins un repas par jour.

CHIFFRES CLÉS

Sur les 815 millions de personnes qui souffrent de la faim, **489 millions** vivent dans des pays affectés par des conflits.
L'Asie compte **520 millions** de personnes sous-alimentées en 2017.
155 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance.
52 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale.
(GHI 2017, Indice de la Faim dans le Monde, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires)

À l'école, on se lave les mains et les dents, on apprend l'hygiène.

Le lait, un complément alimentaire de qualité

Au centre d'accueil de VOICE Trust, l'alimentation est un sujet central, la majorité des enfants hébergés montrant des retards de croissance liés à leur malnutrition avant leur arrivée au centre. Une petite ONG belge leur a apporté un complément alimentaire, le lait, en achetant 5 vaches.

Jusqu'alors, un adolescent hébergé au centre assurait la traite. À son départ en formation professionnelle, le relais a été pris par un employé, dont le salaire est pris en charge par les AEM.

En Haïti, les catastrophes naturelles aggravent la malnutrition

Les ouragans successifs qui ont touché le pays fragilisent les enfants d'Haïti. L'UNICEF estime que 42 % des Haïtiens souffrent de malnutrition en 2017 et que plus d'un million d'enfants nécessitent une aide alimentaire. Les zones rurales du nord du pays sont les plus affectées.

Dans ce secteur, nos partenaires de Carice œuvrent à l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants dans le Centre de Santé Sainte Hélène. Les nourrissons et les enfants malnutris y bénéficient d'un programme nutritionnel enrichi, d'un suivi médical et d'une stimulation de leur développement psychomoteur.

En parallèle les parents sont accompagnés et suivent des formations concernant l'hygiène, l'alimentation et la santé. Ils participent à des ateliers collectifs mensuels mais également à un suivi individuel à domicile.

L'objectif est bien de permettre aux familles d'acquérir les compétences nécessaires au bon développement de leurs enfants.

Un repas pour les écoliers dans les cantines d'AZN

3 questions à Francis GUEBELGO,
notre partenaire à Guié (Burkina Faso) :

Pourquoi la cantine est-elle une nécessité ?

À la fin du printemps, les réserves de céréales familiales s'épuisent et les enfants sont moins nombreux à apporter leur « gamelle ». Ceux qui habitent loin reviennent en retard, ceux qui ne trouvent pas à manger ne reviennent pas. Le manque de repas à midi nuit à la concentration des élèves : difficile d'apprendre le ventre vide.

Combien d'élèves bénéficient de ces cantines ?

Nous avons pu financer 4 écoles en 2017, grâce aux AEM et à une autre association. Soit 763 élèves de 6 à 14 ans. Mais cela ne suffit pas à nourrir les 2 800 élèves que comptent nos 13 écoles partenaires.

Comment fonctionnent-elles ?

Les enfants déjeunent à la cantine à partir de février. Il commence à faire chaud, il y a beaucoup de vent. Il leur est alors difficile de rentrer à la maison à midi. Les mamans préparent les repas et chaque classe désigne 4 ou 5 enfants pour le service. Mais, faute d'argent, la cantine ne fonctionne que deux mois. On expérimente la culture de légumes sur des terrains de l'école avec des parents et des enfants, une production qui reste très insuffisante.

À Beyrouth, après l'école, les enfants participant au soutien scolaire de Libami, reçoivent un repas avant de se mettre au travail. Le seul repas de la journée pour certains.

117 F CFA = 0,18 €

C'est le prix moyen d'un repas quotidien pour un enfant au Burkina.

Actuellement le sac de riz de 50 kg s'achète à 19 000 F CFA (29 €), celui de haricots de 100 kg à 40 000 F CFA (61 €), prix qui vont augmenter du fait des caprices de la saison pluvieuse et de la raréfaction de ces produits.

Développement durable : lancer une dynamique à la hauteur de l'urgence

Le changement climatique et ses effets dévastateurs touchent dramatiquement les populations les plus fragiles et aggravent les risques pour les enfants les plus défavorisés. Au niveau mondial, plus de 500 millions d'enfants vivent dans des zones où le risque d'inondation est extrêmement élevé, comme dans la région des Chars au Bangladesh, et près de 160 millions de personnes vivent dans des régions touchées par une sécheresse sévère ou très sévère, comme au Tamil Nadu en Inde. Les fleuves sont à secs, les nappes phréatiques au plus bas et polluées, et de multiples événements climatiques destructeurs se répètent.

Les catastrophes liées aux changements climatiques pourraient anéantir des dizaines d'années d'efforts de développement, en particulier dans le domaine du développement global des enfants. Fidèles à leur engagement à long terme auprès de nos partenaires, les AEM encouragent des initiatives concrètes, soutiennent des projets de développement durable.

La dimension durable des projets se conjugue aux autres objectifs de développement : la sécurité alimentaire, l'émancipation des filles et des femmes, le soutien en école du soir… pour devenir l'affaire de tous en protégeant ainsi le présent et l'avenir des enfants.

CHIFFRES CLÉS

Près de **250 000 décès annuels supplémentaires** sont prévisibles jusqu'en 2030 suite à malnutrition, paludisme, diarrhée et stress thermique et attribuables au changement climatique, selon l'Organisation Mondiale de la Santé.

Au Bangladesh, sur les Chars, des terres très fertiles mais instables, formées par les alluvions du Brahmapoutre, les habitants sont toujours prêts à « déménager » tous leurs biens en quelques heures. Quand ils sont avertis que leurs terres vont être englouties, ils organisent le départ.

« Clean Environment » : le programme de Friendship pour passer à l'action au Bangladesh

Le Bangladesh fait partie des premiers pays impactés par le changement climatique. Cette année, pas moins de quatre inondations majeures ont affecté le pays. L'ONG bangladaise Friendship aide activement les populations sinistrées mais regarde aussi vers l'avenir en intégrant dans ses écoles deux programmes : « Clean Environment » et « Clean Home ». À l'école de Sardar Para, financée par les AEM, Friendship organise périodiquement des réunions avec les parents, le comité de gestion de l'école et les gardiens. L'accent est mis sur la façon de maintenir et d'augmenter le taux de fréquentation scolaire, de réduire les mouvements migratoires et les problèmes sociaux : lutte contre le mariage précoce, sensibilisation aux questions de santé et d'hygiène. Le programme « Clean Home » sensibilise, lui, à la protection contre les aléas climatiques en expliquant l'impact de la déforestation.

Le 5 juin 2017, les élèves de Sardar Para ont célébré la Journée mondiale de l'environnement : ils ont été sensibilisés ainsi que les enseignants et les communautés locales à l'environnement, et encouragés à soutenir la nature grâce à la plantation d'arbres dans l'école et près des maisons des élèves.

En Inde, l'école du soir dans un village tribal, part intégrante d'un projet de développement durable

Thottiyapathi est un village tribal d'Inde du Sud où une école du soir a été ouverte en 2016 à la demande des villageois. Cette initiative s'inscrit dans un projet global, coordonné par SEVAI pour les populations rurales des « sous-castes » discriminées et isolées. Les villageois portent et gèrent ce programme de développement durable afin d'assurer leur sécurité alimentaire, d'améliorer leurs conditions de vie et de scolariser leurs enfants dans de bonnes conditions, dans la durée et en les accompagnant dans leur apprentissage. Pour les soutenir, SEVAI organise des programmes de formation aux techniques d'agroforesterie et de maraîchage biologique (engrais naturels, compostage...), coordonne les groupes de femmes et met en place des systèmes de microcrédit.

62 familles bénéficient de ce projet communautaire, qui pourra, à terme, générer des revenus et permettre au village de prendre en charge les frais de fonctionnement de l'école du soir.

Des panneaux solaires pour l'Inde et le Guatemala

Au Guatemala, le Centro Pavarotti de la Fundation Rigoberta Menchu Tum s'inscrit dans le développement durable.

Un projet de financement de panneaux solaires permettra à ce collège fréquenté à 95 % par des enfants de la communauté Kaqchikel de diminuer son empreinte carbone en produisant une partie de son électricité.

Projet qui s'inscrit dans l'esprit de ce centre au cœur de la zone rurale qui borde le Lac Atitlan.

Témoignage des femmes de Thottiyapathi

« Au village, nous sommes 5 groupes de femmes. Faire éduquer nos enfants est une priorité. Nous avons beaucoup de respect les uns pour les autres et nous sommes solidaires pour ceux qui sont en difficulté. Nous sommes toutes impliquées dans le jardin communautaire et chaque groupe y travaille une semaine toutes les 5 semaines. Les légumes sont partagés entre nous, sans le moindre conflit. »

Adoption

avec un grand A

L'accompagnement de proximité, la préparation des parents en France et des enfants dans leur pays d'origine, puis l'accompagnement des enfants et leur famille après l'arrivée et tout au long de la vie est une priorité pour les Amis des Enfants du Monde.

L'adoption AEM en 2017 en quelques chiffres

Arrivées

4 enfants d'Haïti

3 enfants d'Éthiopie

1 enfant des Philippines

Candidatures

305 candidatures reçues

29 dossiers retenus

qui remplissent les critères administratifs et dont le projet correspond aux enfants en attente de famille dans les pays partenaires

En Haïti, des parents biologiques accompagnés pour un « consentement éclairé »

La réforme de 2013 sur l'adoption, en Haïti, impose le « consentement éclairé » des parents biologiques dans toute procédure d'adoption. Les services sociaux élaborent un rapport d'évaluation psychosocial, en plus des rapports psychologique et médical. Ceux-ci permettront aux autorités concernées de déterminer l'adoptabilité de l'enfant et d'identifier la famille adoptive adaptée.

« L'adoption n'est pas un arrangement entre des personnes. C'est une mesure sociale et légale de protection de l'enfant. » Loi du 29 aout 2013.

Forts de ce principe, les services sociaux accompagnent les familles biologiques. Ils cherchent à comprendre le motif et les causes qui poussent les parents à confier leur enfant. Ils s'assurent que les fondements de l'adoption sont bien compris, qu'ils ont bien évalué les conséquences de leur décision, et mènent une évaluation psychosociale approfondie :

- sur l'évolution de l'enfant dans son cadre de vie ;
- sur ses capacités et limites : les éléments qui jouent un rôle fondamental dans son développement actuel et futur, son aptitude à créer une relation adoptive satisfaisante et sa capacité d'attachement ;
- sur les ruptures vécues par l'enfant, les circonstances de la grossesse, l'accouchement et les premiers mois de sa vie, les maladies dont il a souffert, l'hospitalisation, etc.

Un rapport primordial qui détermine le futur de l'enfant, de la famille biologique et de la famille adoptive.

Témoignage

« L'adoption internationale : une solution pour des enfants d'Haïti »

La réforme de 2013 établit, entre autres, « la prise en compte de l'intérêt de l'enfant et son droit à un milieu familial permanent et propice à son épanouissement ». Un droit fondamental qui justifie le recours à l'adoption internationale, comme en témoigne notre représentant en Haïti, Luckson PIERREJULES.

« Idéalement, l'État haïtien ne devrait recourir à l'adoption internationale qu'en cas d'échec de solutions locales, pour que l'enfant n'ait pas à subir, sur le plan affectif, tout ce qu'implique la séparation avec sa famille et son milieu de vie habituel.

Mais l'impuissance de l'État face aux différents problèmes socio-économiques auxquels est confrontée la société haïtienne est manifeste. La majorité des Haïtiens vit dans un contexte de chômage, n'arrive pas à s'occuper correctement des enfants, à payer leurs frais de scolarité... Certains parents les abandonnent, d'autres les emmènent dans une crèche en vue de leur adoption.

Le rôle de L'IBESR (Institut du Bien-Être Social et de Recherches : l'autorité centrale de l'adoption), dans le cadre de sa mission de protection de l'enfance, devrait être d'améliorer les conditions de vie des familles afin qu'elles puissent bien s'occuper de leurs enfants. Malheureusement, l'IBESR n'a pas les moyens de sa politique et ne peut pas prendre en charge tous les enfants vulnérables : leur nombre ne fait qu'augmenter.

Cela dit, je pense que l'adoption internationale est une option importante pour un enfant qui va bénéficier de la présence, de l'affection, du soutien d'une famille apte à lui procurer une vie meilleure. Dans un tel contexte, j'estime que l'adoption internationale, exercée sous le contrôle de l'IBESR, constitue une solution pour certains enfants d'Haïti. »

L'accompagnement pré-adoption aux AEM

1 Évolution de l'information préalable des familles postulantes : des réunions collectives

Ces réunions ont été mises en place pour apporter une information uniforme, faciliter l'échange et faire connaissance en dehors de toute logique de sélection ou de mise en concurrence

Les dossiers des couples postulants ont été présélectionnés par un comité de lecture composé de quatre personnes expérimentées et formées, qui se réunit mensuellement. Les critères de sélection sont fixés par la Commission Nationale d'Adoption des AEM en fonction de la réglementation des pays d'origine et d'accueil, et du profil des enfants en attente de famille dans les pays partenaires.

Les couples (2 à 5 par réunion) sont reçus au siège de l'association par deux délégués compétents qui ne connaissent pas leur dossier, dans une logique d'information et d'échanges, mais aucunement de sélection.

Il s'agit de présenter les AEM à travers ses missions d'Organisme Autorisé pour l'Adoption (OAA) et d'Organisme de Solidarité Internationale (OSI), d'exposer le cheminement proposé aux adoptants, de les sensibiliser aux spécificités de la parentalité adoptive et d'écouter et d'échanger avec les postulants.

2 La durée d'évaluation des candidatures a été réduite

Les familles sont de mieux en mieux accompagnées dans leur réflexion en amont par l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance), et préparées à la parentalité adoptive.

Il est donc indispensable de prendre le temps de se connaître et d'établir un lien de confiance, sans procéder à une évaluation nécessitant de multiples entretiens.

Le lien de confiance est primordial : le couple doit avoir confiance en l'OAA qui va l'accompagner dans la construction de son projet ; de son côté, l'OAA doit être convaincu que c'est la meilleure famille pour l'enfant.

3 Les AEM collaborent avec d'autres OAA pour s'enrichir mutuellement

Plus globalement, les OAA travaillent davantage ensemble, la solidarité et l'entraide se développent.

L'échange peut aller jusqu'au transfert de dossiers et de compétences. C'est le cas avec l'OAA Médecins du Monde (MDM) qui a cessé ses activités d'adoption fin 2017. Après consultation des familles, MDM a transféré aux AEM ses dossiers en cours sur les Philippines et Haïti. La transmission de dossiers s'accompagne d'un transfert de compétences sur des outils de préparation à l'accueil des enfants.

En outre, des relations régulières ont lieu avec des associations de parents adoptifs (avec PAEPAMA, association de parents adoptifs d'enfants d'origine philippine, par exemple).

Le suivi des AEM après l'adoption

Depuis quelques années, la complexité de certaines situations liées à l'adoption se révèle, des tabous se lèvent.

Les AEM soutiennent les familles adoptives :

EN RÉGION

Avec un réseau de délégués exprimentés et formés. Ils sont un soutien essentiel pour les parents et les enfants adoptés.

AU NIVEAU NATIONAL

Une équipe post-adoption a structuré l'accompagnement au fil des témoignages et des échanges. Composée de parents adoptifs aux compétences spécifiques et formés régulièrement, elle écoute et accompagne ceux qui le souhaitent.

Les questions sont diverses, parfois douloureuses, souvent difficiles à évoquer, que ce soit dans les préoccupations éducatives ou dans les interrogations sur l'identité et les origines.

Extraits de la ligne d'écoute des AEM* :

« Je voudrais retrouver mes parents. »

« Il est arrivé à 3 ans, il a 6 ans, il s'inquiète pour sa famille. »

« Ce qui est écrit dans mon dossier ne correspond pas à mes souvenirs. »

« Il est arrivé il y a 5 mois, il a 3 ans, s'oppose, se roule par terre ; je suis fatiguée nerveusement, j'ai repris le travail. »

« Je voudrais comprendre ce qui s'est passé, connaître la vérité. »

« Ça se passe bien à l'école, avec les grands-parents, mais avec nous... »

« Par les réseaux sociaux, ils ont été contactés par quelqu'un de là-bas. »

« Depuis ses 4 ans il refuse le contact, ça ne va pas à l'école. »

« Mon fils veut envoyer des cadeaux de Noël à sa famille d'origine. »

Ces propos témoignent d'une souffrance, parfois d'un sentiment d'impuissance et peuvent être le reflet d'une grande solitude.

Les problématiques récurrentes sont nombreuses, parmi elles :

- **Les liens**
- **Les vérités**
- **La dette**
- **La loyauté**
- **Les racines**
- **L'estime de soi**

et aussi

- **Les origines des demandes**
- **Les signaux d'alerte dans l'éducation**
- **Les particularités de l'adolescence d'un enfant adopté**
- **Les rôles des parents adoptifs**

*Par souci de confidentialité, les exemples cités sont remaniés et ne correspondent pas à des personnes précises.

Les échanges se font entre « pairs » qui vivent ou ont vécu l'adoption. Ils peuvent favoriser la reprise de confiance des capacités parentales ou le recours éventuel aux professionnels.

La préoccupation de l'équipe post-adoption est d'accompagner les demandes avec empathie, en acceptant l'autre là où il en est, sans projection personnelle, sans jugement.

Ainsi, les interlocuteurs peuvent découvrir leurs capacités à cheminer, à trouver les ressources qui sont à leur disposition :

- en décalant les regards, en observant autrement,
- en ouvrant des horizons, des pistes de réflexion,
- en apportant des connaissances (dont nous sommes dépositaires grâce aux témoignages croisés).

« Accompagner c'est se placer à côté de la personne, ne pas la précéder, la laisser construire sa quête, car faire sans la personne c'est faire contre elle. »

Blandine Hamon : « Parents par adoption, des mots pour le quotidien ». Ed. EFA

Services post-adoption mis en place par l'association

@ Par mail

ecoute-postadoption@amisdesenfantsdumonde.org

Réponse rapide avec proposition de rendez-vous téléphonique

Par téléphone

07 82 94 26 74

Le mardi de 13 h à 16 h

possibilité d'anonymat

Partenariat & **engagement individuel**

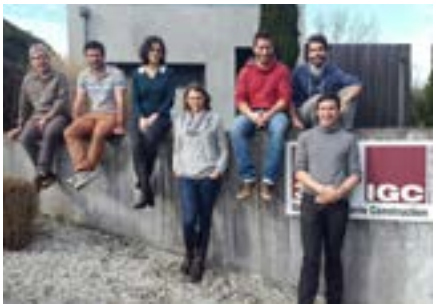
SPÉCIAL TRANSFORMATION CARBONE

« Voyager Autrement » a choisi les AEM pour proposer aux voyageurs de neutraliser l'empreinte carbone de leurs déplacements

« Voyager Autrement », agence de voyages spécialisée dans le tourisme responsable et solidaire, renforce son action en faveur de l'environnement en proposant à ses voyageurs le projet de plantation d'arbres en Inde, un projet d'agroforesterie à fort impact social, qui permettra d'améliorer les revenus des familles et participera à la prise en charge de l'école du soir du village. La Fondation « Vacances Bleues », conquise par la démarche, a décidé de doubler les sommes versées.

Par exemple, pour le prochain départ au Bénin, une contribution au titre de la transformation carbone de 48 € est proposée à chaque voyageur. Une dizaine d'entre eux se sont portés immédiatement volontaires, un beau succès pour la démarche innovante et solidaire de « Voyager Autrement » !

VOYAGER AUTREMENT
GROUPE VACANCES BLEUES



Poursuite de l'engagement solidaire d'IGC, Bureau d'Étude Structures d'ANGLET (64)

Pour la deuxième année consécutive, IGC, Bureau d'Étude Structures d'ANGLET (64), a décidé de transformer les émissions de CO2 générées par les trajets professionnels de ses collaborateurs, environ 90 000 km en 2017. Concrètement, leur contribution de 724 € a permis l'installation de panneaux solaires en Inde (voir encadré).

« En tant qu'entrepreneur, l'engagement d'IGC pour la préservation de l'environnement cible deux objectifs : une responsabilité sociétale vis-à-vis de nos collaborateurs, et l'assurance d'un comportement exemplaire pour nos clients. »

Emmanuel CHEVALLIER, Directeur de l'agence IGC d'Anglet

Les jeunes s'engagent dans la neutralisation de leurs émissions de CO2 !

Inès, 27 ans, ingénieure chez Smart Impulse, une start-up spécialisée dans l'efficacité énergétique des bâtiments :

« Depuis mon entrée dans cette entreprise, j'ai progressivement pris conscience de l'impact que nous avons sur les consommations énergétiques et sur l'environnement. Nous pouvons agir pour la protection de notre planète par des gestes écoresponsables.

L'année dernière en partant en vacances en Croatie, j'ai réalisé lors du décollage de l'avion l'importance de la consommation en kérosène pour déployer une telle énergie. Un ami m'a parlé de transformation carbone et de l'association Les Amis des Enfants du Monde qui permet de faire des dons à des projets humanitaires tout en compensant ses émissions de CO2. J'ai trouvé l'idée super ! Sur le site j'ai donc pu calculer le bilan carbone lié à mon voyage, et le compenser en faisant un don pour un projet d'installation de panneaux solaires sur un orphelinat en Inde. »

PANNEAUX SOLAIRES DE VOICE Trust :

Un premier projet a pu être financé et a été inauguré !

4 panneaux solaires ont été installés pour le centre d'accueil « Friendship Children's Home » de VOICE Trust, qui héberge 21 enfants orphelins ou abandonnés.

Ces panneaux permettront de produire l'électricité nécessaire à la vie quotidienne du centre (éclairage, ventilateurs et réfrigérateur). Ils sont installés sur la terrasse du bâtiment principal.

L'ONG de développement rural intégré, VOICE Trust, est soutenue depuis 2006 par les Amis des Enfants du Monde - District de Trichy, Tamil Nadu (Sud de l'Inde) – Budget de ce projet : 3 500 €

L'installation a été inaugurée le 2 février 2018, par les enfants et les délégués AEM en mission.

Agir avec les AEM

Beau succès pour la 33ème Foire aux Jouets de Roanne-Mably dédiée aux actions de Village Pilote au Sénégal

Les 18 et 19 novembre 2017, plus de 800 acheteurs et 2000 visiteurs se sont mobilisés pour cet événement qui conjugue 'bonnes affaires' de Noël et solidarité.

Double réussite pour cette édition 2017, avec tout d'abord un bénéfice égal aux autres années et une fréquentation qui ne cesse de se confirmer, malgré les bourses aux jouets, vide-greniers, ... qui fleurissent un peu partout.

Et réussite sur le plan humain avec la présentation vidéo des programmes réalisés par VILLAGE PILOTE et des rencontres avec des étudiants de l'IUT de Roanne. Nous avons échangé sur la situation des enfants des rues au Sénégal, livrés à eux-mêmes dans les environs de Dakar, et les actions que nous soutenons. Par la création de centres d'accueil et de formation, nos programmes contribuent à la protection et à la réinsertion de ces enfants en danger.

Au centre, M. Jean-Jacques LADET, maire de Mably, entouré de la présidente de la Foire aux Jouets de Roanne (AFAJ), Mme Hélène GRISARD (à gauche sur la photo), d'élus régionaux et de bénévoles AEM, ainsi que d'élèves de l'IUT de Roanne.

Sensibiliser et mobiliser la jeunesse à la solidarité internationale

Les bénévoles sensibilisent les élèves à l'école et au collège aux enjeux de l'éducation dans les pays en développement :

- Au sein de l'école Léo Lagrange à Armentières (59), ce sont 300 élèves et tous les enseignants qui se sont mobilisés pour les programmes à Madagascar. Sensibilisés par des bénévoles AEM, les élèves ont pris conscience des grandes inégalités dans l'accès à l'éducation et aux soins. Ils se sont engagés à leur tour, à travers un concours de dessin sur le thème de la solidarité entre les peuples et une grande collecte de jouets pour la Foire aux jouets où ils se sont montrés très généreux !
- Les élèves de 4ème du collège du Parc de Mennecy (91) ont pu correspondre avec des élèves de Shanthi School en Inde. Après une sensibilisation aux problématiques rencontrées par ces enfants, ils ont préparé des photos, vidéos et petits cadeaux que l'équipe AEM a pu remettre lors de la mission.

Une très belle manière de donner du sens aux mots « Solidarité, Partenariat, Interculturalité ».

LES FOULÉES DE CHASSIRON

Interview de Yannick Coulon

Créateur et ancien président du Club sportif & créateur de la course « Les Foulées de Chassiron ».

Comment est née cette course solidaire ?

J'avais créé un club d'animations sportives estivales, mais je souhaitais mettre en place un événement plus mobilisateur. En 2010, un adhérent du club, bénévole des AEM, évoque l'idée d'une course solidaire. Nous nous sommes mobilisés tous ensemble pour concrétiser ce projet.

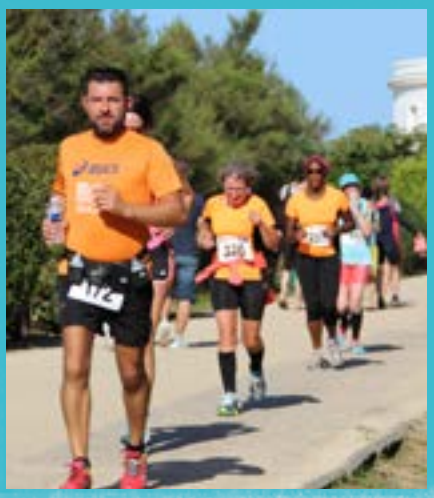
À quelle thématique d'intervention votre événement est-il dédié ?

Cette course est organisée au profit des AEM, pour les programmes de scolarisation des enfants. Le jour J, des bénévoles des AEM participent à l'encadrement de la course et tiennent un stand afin de répondre aux éventuelles questions.

Cette course solidaire rencontre chaque année un réel succès. Comment l'expliquez-vous ?

Le site où se déroule cette course est magnifique, nous bénéficions d'un soutien important de la municipalité – subvention et aide des services techniques - De plus, de nombreuses associations se mobilisent à nos côtés pour nous aider le jour J. Ce sont différents éléments qui contribuent à créer l'ambiance conviviale de cet événement mais qui lui permettent aussi de durer.

Aujourd'hui, la course attire 500 coureurs et permet de verser un don aux AEM de plus de 1 500 €.



Transparence finan

Rapport financier 2017

Les premiers effets de ressources nouvelles

L'année 2017 se révèle être une transition, au niveau financier, vers une période où les AEM pourront disposer de moyens plus importants. En effet, l'association bénéficie d'un legs substantiel, dont les premiers effets produisent un résultat positif dans les comptes 2017.
Pour l'activité adoption, relativement basse, l'aboutissement de quelques procédures permet un résultat positif, malgré la fermeture de notre représentation en Éthiopie après la décision relative à l'arrêt de l'adoption internationale.
L'activité de solidarité internationale a connu un léger accroissement de ses allocations, grâce au dynamisme des équipes et aux perspectives financières favorables. Une collecte spécifique a été réalisée suite aux inondations au Bangladesh et des financements dédiés ont été obtenus pour les projets de transformation carbone.
Le montant des dons et parrainages poursuit sa légère érosion.
Les ressources des Amis des Enfants du Monde sont essentiellement issues de la générosité de tous les parrains et donateurs que nous remercions vivement, ainsi que des bénévoles pour l'énergie déployée dans de nombreuses manifestations et ventes d'artisanat.
Les frais généraux ont été contenus à une faible part du total de l'activité, grâce au bénévolat de nos membres.
La situation financière permet d'envisager l'avenir dans des conditions propices au développement de nos actions.

BILAN

AVOIRS (ACTIF)	**2017**	**2016**
Immobilisations incorporelles	12 434	11 738
Immeubles & matériels	11 917	7 726
Immobilisations financières	90	540
Stocks et en cours	36 813	33 537
Créances	51 083	26 656
Disponibilités	915 602	941 975
Charges d'avance	19 542	12 083
Ecart de conversion actif		462
TOTAL	**1 047 481 €**	**1 034 717 €**

RESSOURCES (PASSIF)	**2017**	**2016**
Réserve statutaire	366 286	431 358
Report à nouveau	440 201	440 201
Résultat de l'exercice	44 853	-65 072
Provision risques charges	6 720	
Dettes	186 021	228 155
Produits d'avance	3 400	75
TOTAL	**1 047 481 €**	**1 034 717 €**

COMPTE DE RÉSULTAT

DEPENSES / CHARGES	**2017**	**2016**
1 - Adoption	**79 379**	**151 073**
Versement aux pays	35 609	68 945
Soutien social adoption		
Frais directs adoption	43 769	82 128
2 - Artisanat	**17 046**	**22 668**
Achat artisanat	13 431	9 246
Frais directs artisanat	3 615	13 422
3 - Aide à l'enfant sur place	**637 004**	**648 815**
Aide Sur Place distribuée	606 361	619 762
Missions ASP	18 974	17 494
Frais directs ASP	0	0
Achat manifestations	11 669	11 559
4 - Frais généraux	**282 640**	**276 203**
Fras divers	99 826	88 843
Le Toit & Communication	10 351	9 426
Déplacements. Affr. Tél. SI	39 833	35 083
Salaires et charges sociales	107 414	114 441
Frais bancaires	7 963	9 047
Legs à employer		
Dotation aux Amortissements	**17 252**	**19 363**
TOTAL CHARGES	**1 016 068 €**	**1 098 759 €**

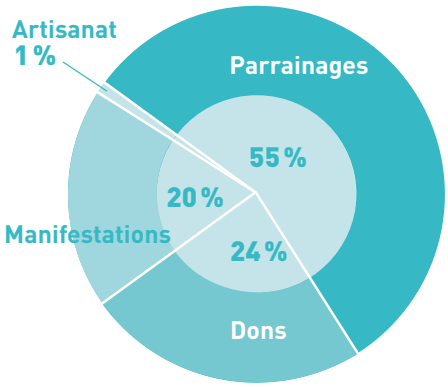
RECETTES / PRODUITS	**2017**	**2016**
1 - Adoption. Part. Familles	**134 210**	**98 711**
Procédures	76 510	49 211
Rembt. Secrétariat	37 700	31 500
Subventions	20 000	18 000
2 - Artisanat	**26 048**	**28 813**
Ventes Artisanat	26 048	28 813
3 - Aide à l'enfant sur place	**775 442**	**811 641**
Dons	185 509	184 624
Parrainages	425 449	441 115
Manifestations	164 485	185 902
4 - Recettes communes	**125 221**	**94 542**
Produits divers	-392	635
Cotisations	13 042	14 411
Produits financiers	7 759	28 023
Subventions	1 976	8 232
Produits exceptionnels	16 139	-
Loyers perçus	39 046	-
Legs perçus	47 651	43 241
TOTAL PRODUITS	**1 060 921 €**	**1 033 707 €**
RESULTAT	**44 853 €**	**-65 052 €**

Montants en €

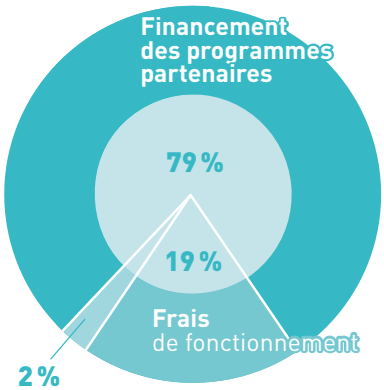
cière

80% des ressources collectées sont réinvesties dans les programmes soutenus

Origine des fonds collectés



Utilisation des fonds collectés



Principes fondamentaux

- **Séparation totale des activités d'adoption et de solidarité internationale.**
- **Les charges communes de l'association qui ne peuvent être individualisées sur l'une ou sur l'autre de nos missions sont couvertes par les deux activités.**

Les AEM, en tant qu'association reconnue d'utilité publique et en tant qu'OAA, doivent présenter et faire auditer leurs comptes annuels par un Commissaire aux Compte. Celui-ci juge la régularité des opérations financières et comptables et apprécie la sincérité des comptes, dans un avis présenté à l'Assemblée Générale. Il exerce également une mission de conseil et de vigilance auprès de l'association, sur la soutenabilité de sa politique financière.

Détails sur www.amisdesenfantsdumonde.org/lassociation/lesfinances

Nos 37 partenaires locaux

BANGLADESH
RNDM
SAPRV
Seva Sangha
Friendship

BURKINA FASO
Africalité
AZN Guiè
Den Kanu
Tall B Neere

CAMBODGE
Krousar Thmey
Damnok Toek

ETHIOPIE
Good Samaritan
Services sociaux de Kemisse
Services sociaux de Bahir Dar
Alliance for Children (Wonji & Hawassa)

GUATEMALA
Centre Pavarotti

HAÏTI
Congrégation des Missionnaires Oblats Marie Immaculée

HONDURAS
Santa Ana
Patricio Wade
Foyer Hogar Amparo

INDE
SEVAI
Gramium
VOICE Trust

LIBAN
LIBAMI

MADAGASCAR
Les Paulins
Koloaïna
Kozama

PHILIPPINES
KBF
ERDA
EnFaNCE

SENEGAL
DIDEC
Dakar Scolarisation
Foyer Saint Charles de Thiès
Village Pilote

VIETNAM
Thao Dan
Friends For Street Children
Association – Binh An

LES AMIS DES ENFANTS DU MONDE

Ensemble, faisons de leur avenir une chance

COMMENT PARTICIPER ?

Parrainage régulier
Pour soutenir les projets et actions pour les enfants, à long terme, sur tous les pays ou un pays en particulier.

Don ponctuel
Pour participer financièrement à l'action collective des AEM, quand vous le souhaitez.

Mécénat d'entreprise
Pour soutenir l'action collective ou un projet spécifique, grâce aux bénéfices de votre entreprise.

Manifestations
Pour participer autrement à l'action AEM, en donnant du temps et des idées ! Ces concerts, spectacles, foires aux jouets, manifestations sportives... permettent de recueillir des fonds pour les actions en faveur des enfants.

Legs
Les AEM sont habilités à recevoir des legs.

RÉDUCTION FISCALE

Tous les dons et parrainages aux AEM donnent droit à réduction d'impôts.

Pour les particuliers :

- **75 %** de la somme versée, dans la limite du plafond légal au titre de l'aide aux personnes en difficulté ;
- **66 %** des sommes au-delà de ce plafond, au titre des dons aux œuvres.

Par exemple, pour un don de 100 €, le coût réel est de 25 € (si vous êtes imposable).

Pour les entreprises :

- **60 %** du don dans la limite de 5 ‰ (pour mille) du chiffre d'affaires.

pratique et sécurisé
Faites un don en ligne !
www.amisdesenfantsdumonde.org

Bon de soutien

Nom ..... **Prénom** .....

Adresse .....

Code Postal ..... **Ville** ..... **Pays** .....

Adresse e-mail .....

J'aide les enfants avec AEM

- ○ Je soutiens les AEM en devenant adhérent de l'association et en payant une cotisation annuelle de 25 €
- ○ Je m'engage dans la durée par un parrainage mensuel, pour un montant de : ☐ 23 € ☐ 35 € ☐ 50 €
  Autre montant : ..... € - Je joins mon 1er versement et demande à recevoir un dossier complet de parrainage.
- ○ Je préfère effectuer un don ponctuel, ci-joint, d'un montant de : ..... €

○ Tous pays : votre don ou parrainage ira à l'ensemble des actions AEM.

○ Pays choisi ..... Votre don ou parrainage ira prioritairement aux actions du pays désigné.
(Bangladesh, Burkina Faso, Cambodge, Éthiopie, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Liban, Madagascar, Philippines, Sénégal, Vietnam.)

○ Transformation carbone. Votre don ou parrainage sera prioritairement utilisé pour un projet « transformation carbone ».

Coupon à renvoyer accompagné de votre chèque - à l'ordre des AEM - à : Les Amis des Enfants du Monde - 9, rue Delerue - 92120 MONTROUGE
Toutes les actions des AEM sur : www.amisdesenfantsdumonde.org

amisdesenfantsdumonde